

« Il faut allier le pessimisme de l'intelligence à l'optimisme de la volonté. » Antonio GRAMSCI

À BAS L'IMPÉRIALISME !

ÉDITO

USA, casse-toi ! Le Venezuela n'est pas à toi !

C'est un cri puissant qui parcourt le monde, des rues de Caracas aux rues de Bogota, Madrid ou Paris, aux rues de New York même. Avec cette revendication essentielle, que certains à l'anti-impérialisme inconséquent voudraient taire, surtout ici en Occident :

« Libérez Nicolas Maduro et son épouse Cilia Florès ! »

La mobilisation ne fait que commencer, et elle est encouragée par tous les signaux positifs qui nous viennent du Venezuela lui-même : le peuple, le gouvernement bolivien, toutes les institutions de l'Etat sont debout, sous la conduite de Delcy Rodriguez, présidente en charge de la République aussi longtemps que le Président Maduro sera otage des États-Unis. Non seulement il n'y a pas eu d'effondrement, mais on voit bien que Trump n'est pas près de « diriger » le Venezuela, puisque tel était l'objectif proclamé dans sa conférence de presse triomphale du 3 janvier.

L'acte de banditisme réalisé par l'impérialisme états-unien a révélé à la fois la force et la faiblesse des USA. Force militaire brute de ce qui est aujourd'hui, toujours, la première puissance militaire de la planète, capable d'un tel coup — lequel coup, d'ailleurs, vise aussi à impressionner et à avertir tous ses adversaires potentiels, au point que des États du Sud Global n'ont pas osé condamner fermement cet acte de piraterie (en Afrique notamment, mais il s'agit précisément des états économiquement faibles). La couardise de la 7^{me} puissance mondiale, à savoir la France, qui par un tweet de Macron a cru bon se féliciter de la capture de Maduro, en est d'autant plus révoltante. C'est cette même force brute sans scrupule qui agit en Israël depuis plus de deux ans, avec le soutien essentiel de l'impérialisme états-unien et les soutiens serviles européens.

Faiblesse aussi d'un impérialisme états-unien en déclin (qui en devient d'autant plus agressif).

Il ne faut pas se leurrer en effet : si Trump abandonne ouvertement le vernis « démocratique » qui masquait la véritable nature des USA, s'il bafoue ouvertement le « droit international » qui, notamment depuis 1945 avec l'existence du camp socialiste mené par l'URSS, avait permis de contenir quelque peu l'agressivité de la puissance impérialiste hégémonique, c'est que les Etats-Unis, de plus en plus dépassés économiquement et technologiquement par la Chine, de plus en plus confrontés à l'alliance contre-hégémonique des BRICS, n'ont plus rien à perdre et doivent absolument reprendre pied, ce que Trump annonce ouvertement dans un document de novembre 2025 sur la « stratégie de sécurité nationale ». Il y fixe l'objectif de « relance de la base industrielle de défense », ce qui l'a conduit à annoncer récemment vouloir porter le budget militaire à 1500 milliards de dollars en 2027 (contre 1 000 Mrds en 2026) ; il annonce vouloir aussi « sécuriser l'accès aux chaînes d'approvisionnement » et « rétablir la domination énergétique américaine ». [suite p. 2 =>]

SOMMAIRE

p.1-2 : Édito / Le poème

p. 3-5 : Le syndicalisme, outil indispensable du combat pour la paix

p. 6-7 : Le front de lutte contre le Mercosur

p. 8-9 : Le groupe GBH ou l'économie de rente coloniale

p. 10 : URC EN RÉGIONS - ACTIONS

p. 11 : Les enjeux mondiaux de l'agression états-unienne du Venezuela

p. 12-13 : Venezuela : transition communale vers le socialisme

p. 14-15 : États-Unis : fascisation et résistances

p. 16 : à voir / à lire

C'est là l'enjeu du pétrole vénézuélien, dont les USA ont besoin d'une part, et dont ils veulent priver leurs concurrents d'autre part (ce pétrole est acheté à 68% par la Chine).

Nous ne les laisserons pas faire ! Les peuples ne les laisseront pas faire ! Le peuple vénézuélien et son gouvernement ne les laisseront pas faire ! US, Go home ! Libérez Nicolas Maduro !

FAIRE CIVILISATION

Civilisation humaine

Elle est des barbaries
aux fanatiques religieux
et laides orgies
bouffonneries !

Alors Fanny, tu m'as l'air bien pâle.

Tu veux que je te donne les sous pour le docteur.

Souvenir de cette trilogie de Pagnol.

Triste parodie de l'ignominie de cette splendide bourgeoisie.

Repeignant l'histoire d'une concupiscente nostalgie.

Barbarie de celui qui a l'argent, qui possède le capital.

Perversité de ces pantins politiques,

chemise noire en costume gris,
tortionnaire de l'esprit.

Humanité de ce qui fait civilisation.

De cette fracture réduite il y a des milliers d'années.

Qui fait être cultivé,
qui fait générosité.

Celui qui répare une jambe cassée,

puis tous ceux qui l'aident,

cette victime d'un accident de la vie,

à se rétablir au mieux,

à se nourrir,

à se chauffer,

à se réconforter, pour qu'enfin il puisse revivre pleinement.

Mais cruauté.

Taxer les affections longues durées,

les invalides, les handicapés,

parce qu'ils sont ces parias d'un monde basé

sur la dictature de l'argent et du pouvoir du plus féroce,

faible ordure atroce.

Rejeter ces,
dé-Civilisation,
deshumanisation.

Et !

Ici fin de poteau, écrit sur une pancarte,
au sommet de l'absurde d'un monde de fous.

Réaliser ces humanités où sont révolutions,
à l'élan de la main, lendemains sociaux.

Ce qui fait société.

Fanny, tu veux toujours pas que je te paye le médecin ?

Non, j'ai ma dignité.

Je suis celle qui te regarde.

Et te dis :

De tout ce que je crée,
c'est la part qui me revient, que je sois satisfaite de la vie et de
son chemin.]

Quelle classe !

Mais parlons de classe.

Y a-t-il une classe dans les démons ?

Y a-t-il une classe dans les génocides ?

Les guerres et les milliers de tués au labeur par l'exploitation
capitaliste.]

Les démons ne sont que des chiffons de papier qu'il faut brûler.

Civilisation tyrannique s'accorde-t-elle,
pour cette symphonie fantastique, du suicide de l'espèce ?

En tout genre !

Elle est consommable, se consume sur les terres stériles,
les océans pollués, des pluies diluvienues aux canicules mor-
telles.]

Tandis qu'ils nous regardent, les vautours pâles, de leur tour
d'ivoire.]

Le vautour pâle est une espèce qui n'existe pas.

Mais eux si, dessinés oiseaux des palaces.

Ils se présentent, de ce que l'on voit parfois.

Complaisantes figures fugaces, sur les écrans voraces.

Dévorant nos consciences si l'on n'y prend garde.

Que de cet outil sans âme nous ne soyons esclaves.

Non plus.

Mais faire civilisation ?

Qui est !

Sécurité sociale.

Système sûr.

Qui est !

Solidarité.

Universalité.

Réciprocité.

Sur celui qui relève l'autre.

Sur celui qui protège la vie.

Regarde les oliviers dans la plaine.

Les colombes posées sur le clocher du village.

Plus loin la mer, sur laquelle les navires voguent
aux services des peuples souverains, pour échanger,
dans le respect, les bienfaits de notre terre.

Sur celui qui protège la paix et combat pour elle.

Et par amour.

En toute conscience de classe, et son émancipation,
celle des travailleuses et des travailleurs.

Et toujours se lève le drapeau rouge du sang des partisans de la
commune.]

Là où est née l'Internationale qui deviendra le chant des damnés
de la terre.]

Non à la guerre.

Non à toutes les discriminations.

No pasarán!

Paix, justice et liberté pour tous les peuples opprimés.

Hasta la victoria siempre !

Lucien Frau

LE SYNDICALISME, OUTIL INDISPENSABLE DU COMBAT POUR LA PAIX

Le constat est sans appel. D'un côté, selon les projections officielles, le budget de la guerre va doubler en dix ans, passant de 32 milliards d'euros en 2017 à 64 milliards prévus en 2027, avec pour objectif d'atteindre, à terme, 5 % du PIB, soit 150 milliards d'euros par an. De l'autre, une petite musique s'installe dans les hautes sphères de l'État et des médias, consistant à affirmer qu'il faudrait être « prêt à accepter de perdre ses enfants » pour la guerre impérialiste. C'est dans ce contexte que le président Macron annonce la réintroduction d'un nouveau service militaire, dont on sait bien que les premières cibles seront les enfants des classes populaires, transformés en chair à canon.

Le tout accompagné d'une propagande médiatique et politique absurde mais efficace, menée tambour battant par les classes dominantes. Elle consiste à désigner d'un côté des soi-disant ennemis extérieurs (la Russie, la Chine) et de l'autre des soi-disant ennemis intérieurs (les musulmans, les syndicalistes, les « wokistes »), pour créer un climat propice à l'acceptation de l'inacceptable.

Face à cette offensive idéologique et budgétaire d'une brutalité inouïe, le mouvement pour la paix en France apparaît terriblement faible et peu audible. Et lorsque le sujet est sur la table, la responsabilité de l'impérialisme français et plus globalement les intérêts économiques capitalistes qui le motivent ne sont qu'à peine nommés.

Pourtant, cette nouvelle hausse historique du budget de guerre aura des effets massifs rapides sur les conditions d'existence et de travail des travailleurs et plus largement de l'ensemble des classes populaires. Elle doit impérativement être mise en corrélation directe avec le plan d'austérité XXL de violence sociale qu'on tente de nous imposer ; c'est d'autant plus évident quand, pour la première fois sous la

Ve République, le budget de l'armée devrait dépasser celui de l'Éducation nationale. Le projet de la bourgeoisie et de l'État à ses ordres est pourtant clair : mener la guerre impérialiste à l'extérieur, couplée à une guerre sociale à l'intérieur. Pour ce faire nos syndicats doivent devenir la colonne vertébrale de la lutte contre la guerre et contre la hausse des budgets de guerre.



À l'heure où les plans de licenciements se multiplient, jetant des centaines de milliers de familles dans l'angoisse du lendemain, alors que la vie est de plus en plus chère, alors que nos conditions de travail et de vie se dégradent largement, cette diversion est bien pratique car détourne le peuple de France des vrais enjeux qui nous touchent toutes et tous au quotidien. D'autant plus que les travailleurs n'ont strictement aucun intérêt à la guerre. Concrètement, pour nous, cela signifie la liquidation de tous nos

conquis sociaux, une paupérisation accélérée (chaque centime dépensé dans la guerre l'est au détriment du bien commun) et surtout, nous envoier sur le front de la mort !

Il s'agit aussi pour nous de bien pointer les vrais responsables de cette situation. Du point de vue des intérêts de la bourgeoisie, la crise généralisée du capitalisme occidental ne peut que dégénérer en guerre. Elle a besoin des conflits armés et du développement d'une économie de guerre pour maintenir et accroître ses taux de profits exorbitants, dans un contexte où sa mainmise sur le monde est remise en cause.

C'est la logique même de l'impérialisme, stade suprême du capitalisme : un système financier et monopolistique arrivé à bout de souffle. Pour survivre, il doit s'accaparer de nouveaux marchés, s'approprier toujours plus de richesses, et intensifier l'exploitation de l'Homme comme de la nature.

Cette logique mène inévitablement aux conflits armés, notamment pour la conquête de territoires et de ressources.

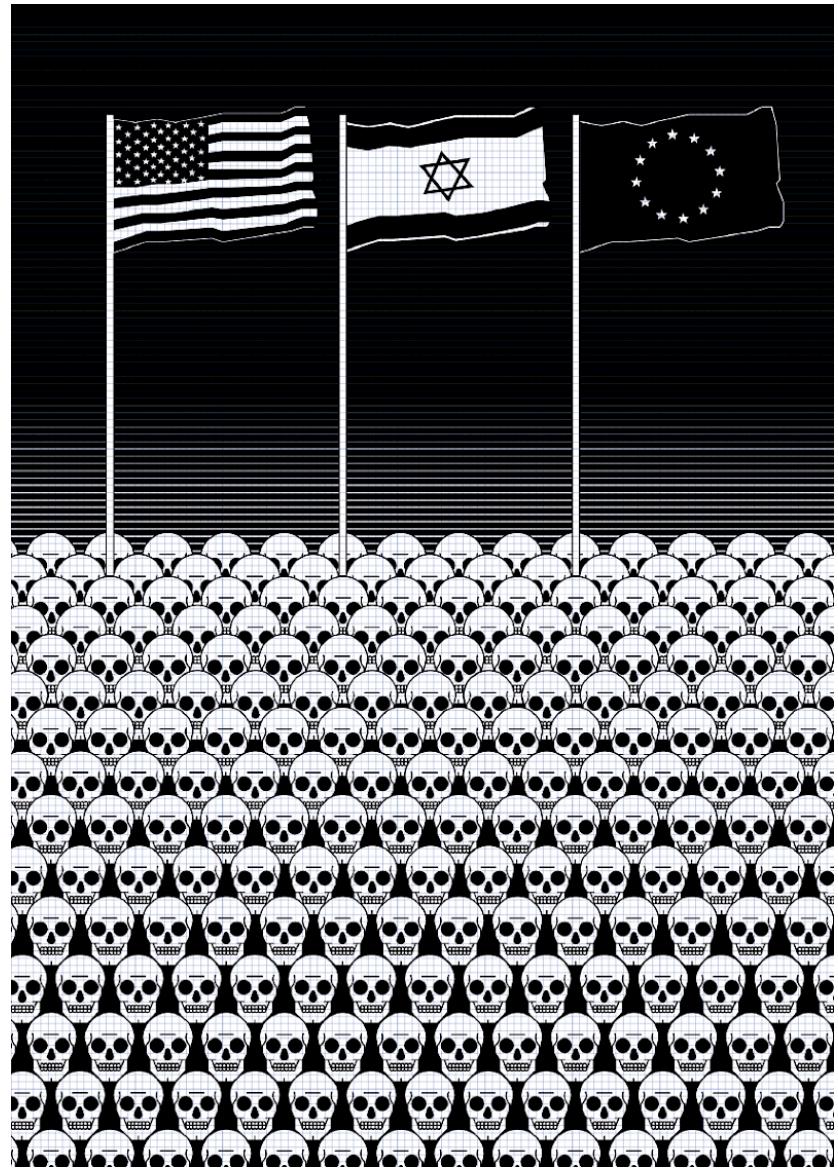
ALORS QUE FAIRE ?

Il est urgent de sortir des déclarations d'intention pour construire un véritable plan de bataille ayant pour cœur la destruction du budget militaire, colonne vertébrale de l'austérité et de la barbarie.

Faire du lien guerre/austérité le centre de notre déclinaison syndicale

Il est urgent d'agir dans nos syndicats, nos sections et nos entreprises, pour que cette question – qui cristallise toutes les autres – soit au cœur de notre militantisme. Cela passe par un travail patient de discussions, pour montrer à nos collègues que nos réalités matérielles seront touchées très concrètement par la guerre. Nous pouvons par exemple défendre des mots d'ordre simples mais signifiants, comme :

« De l'argent pour les salaires et les besoins sociaux, pas pour la guerre. »



Formes des luttes, Olivier Garraud, Gaza 2023

Reconstruire un syndicalisme de lutte et de classe

Nous savons que pour défendre pleinement les intérêts de notre classe et lutter contre la course à la guerre, nous avons besoin d'un syndicalisme révolutionnaire.

En effet, d'une part il nous faut rompre avec l'institutionnalisation du syndicalisme dans les structures bourgeois, premier pas vers l'union sacrée avec la bourgeoisie dans le contexte de guerre. D'autre part, pour sortir des manifestations et grèves purement symboliques, il est nécessaire d'organiser de manière combative les luttes de l'ensemble de notre classe en intégrant notamment ses fractions les plus précaires.

Bâtir l'unité la plus large possible sur des bases claires

Plus globalement, nous avons besoin de construire l'unité des organisations et des collectifs les plus larges possible, sur des points d'unité clairs et mobilisateurs. Ces points peuvent être : la sortie immédiate de l'OTAN, l'opposition frontale à notre propre impérialisme, la fermeture des bases militaires françaises à l'étranger, et le refus de toute participation à la guerre économique et militaire contre les peuples. L'initiative de l'URC, avec la manifestation du 11 novembre rejointe par 70 organisations, était une contribution dans ce sens. Si le rassemblement de 1000 personnes à Paris reste modeste face à l'ampleur de la tâche, il trace une ligne politique indispensable. Aussi, il est plus qu'indispensable que nos organisations syndicales rejoignent le front pour la paix et le développent.

En tant que communistes, nous savons que seule la révolution socialiste-communiste permettra d'écartier définitivement le risque de guerre impérialiste en renversant le système capitaliste-impérialiste qui l'engendre. Mais nous savons aussi que nous avons un rôle à jouer dès maintenant pour inverser la tendance, organiser la résistance et bloquer ici et maintenant la folie guerrière du pouvoir. Cette perspective ne pourra que redonner à notre classe confiance dans sa capacité à tracer des perspectives d'émancipation.



Être unis c'est le bout du monde
Le cœur de l'homme s'agrandit
Le bout du monde se rapproche

Le cœur des peuples bat plus fort
Le cœur des peuples bat la terre
Et la moisson sera parfaite

Notre travail est un défi
Jeté aux maîtres aux frontières
Nous voulons travailler pour nous

Nous prendrons jour malgré la nuit
Nous oublierons nos ennemis
La victoire est éblouissante

Nous avons pénétré le feu
Il faut qu'il nous soit la santé
Nous nous levons comme les blés

Et nous ensemençons l'amour.

Paul Éluard



Paul Éluard (1895-1952)
Poète et résistant, il fonda en 1944 « L'Éternelle Revue », cahiers clandestins de poésie, qu'il fera reparaître au grand jour après la Libération. Devenu, comme Aragon, un "poète national", Éluard reste fidèle à son engagement au PCF même dans les moments difficiles de la Guerre froide.

LE FRONT DE LUTTE CONTRE LE MERCOSUR

En cette fin d'année, les syndicats du monde agricole ont entamé une mobilisation de longue durée contre la signature par la Commission européenne du traité de libre-échange avec les pays du Mercosur. Malgré la montée en puissance des mobilisations des agriculteurs, de leurs syndicats et le soutien de la gauche, la Commission européenne vient de signer cet accord le 17 janvier 2026. Dans contexte et pour quels intérêts cet accord a-t-il été signé ?

Du paysan à l'agrobusiness

Jusqu'au XIX^{ème} siècle, l'agriculture française repose majoritairement sur une petite paysannerie (propriétaires, métayers, fermiers). Du fait de la faible productivité et de l'insertion limitée dans un marché national, les rapports sociaux sont non capitalistes et la paysannerie constitue une classe "intermédiaire", ni pleinement prolétariaire ni bourgeoise.

Depuis le début XX^{ème} siècle, l'agriculture subit un développement proportionnel à la croissance du marché national et international. Pour répondre aux exigences d'amélioration de la productivité, tant en termes quantitatifs que qualitatifs, les petits paysans seront contraints de s'endetter massivement. Cela creusera un écart croissant entre une bourgeoisie rurale de plus en plus riche et une petite paysannerie qui s'appauvrit, se prolétarise ou disparaît.

Après-guerre, l'agriculture entre pleinement dans le mode de production capitaliste. L'État bourgeois favorise cette structuration en subventionnant massivement les plus grosses exploitations, provoquant une élimination des petites structures, une concentration de la propriété foncière, une augmentation du salariat agricole et une spécialisation croissante des exploitations du fait de la mécanisation et de l'introduction massive d'intrants chimiques (engrais, pesticides, etc.). La domination du capital industriel et bancaire sur la production agricole est achevée.

À l'orée du XXI^{ème} siècle, c'est le capitalisme agro-industriel et les firmes multinationales qui dominent l'agriculture en France et qui profitent de l'extorsion de la plus-value. Les travailleurs agricoles ("indépendants" ou salariés) sont captifs du capitalisme financier à toutes les étapes du cycle de production : en amont par le prix des infrastructures et des semences et, en aval, par la grande distribution. Les conditions de travail des salariés agricoles – souvent saisonniers et migrants – se dégradent. La soumission aux marchés mondiaux aggrave encore cette dynamique.



Le Mercosur (de l'espagnol *Mercado Común del Sur*) est une zone de libre-échange qui regroupe plusieurs pays d'Amérique du Sud. Créé le 26 mars 1991, il est composé de l'Argentine, de la Bolivie, du Brésil, du Paraguay et de l'Uruguay.

On trouve également des pays associés tels que le Chili, la Colombie, le Pérou ou l'Équateur. Le Venezuela est suspendu depuis décembre 2016.

En réalité, le Mercosur est un outil au service du l'impérialisme (UE, États-Unis), qui instituationalise la division internationale du travail. Il la reconfigure la domination et l'enferment des économies des pays d'Amérique du Sud dans la seule production de matières premières (soja, viande, minéraux) et augment leur dépendance vis-à-vis du capital impérialiste, dans le grand intérêt des bourgeoisies locales.



[suite p. =>]

[suite de la p.]

De fait, les paysans petits propriétaires deviennent des “prolétaires déguisés” : plus de 75% d’entre eux sont en fermage, c’est-à-dire qu’ils louent les terres qu’ils exploitent. Leurs conditions matérielles d’existence les amènent à surexploriter leurs salariés.

Les contradictions du monde agricole

De facto, les grands propriétaires terriens et la petite paysannerie ont des intérêts antagonistes. Ainsi, les gros (représentés par la FNSEA) ont tout intérêt à la signature de l’accord de libre-échange avec le Mercosur – non seulement parce qu’ils sont assez solides pour supporter la concurrence mais également parce qu’ils ont des actifs dans les pays du Mercosur – tandis que cet accord condamnerait définitivement les petits à mort. Car l’accord avec le Mercosur ne pourra qu’accentuer la pression à la baisse des coûts de production et, ce faisant, la baisse des salaires, la dégradation des conditions de travail et des normes environnementales et sanitaires.

La lutte contre le Mercosur

C’est pourquoi, objectivement, les salariés agricoles et la petite bourgeoisie paysanne paupérisée ont tout intérêt à lutter de concert contre cet accord de libre-échange et, plus généralement, à se battre ensemble contre la grande bourgeoisie agro-industrielle. De même, ils ont tout intérêt à trouver des espaces de lutte et de réflexions en commun pour organiser autrement la production de l’alimentation dont nous avons besoin, à l’instar de la Confédération paysanne qui propose la mise en place d’une sécurité alimentaire — qui permettrait dans le même temps de garantir les revenus des agriculteurs, l’accès aux denrées alimentaires pour les salariés et la qualité sanitaire et écologique de la production.

Construire ensemble un front pour défendre la production agricole nationale échappant aux logiques du capitalisme financier et respectueuse des travailleurs de la terre et de l’environnement est un maillon essentiel de la défense des conditions de vie et de travail de notre classe.

Contre l’accord avec le Mercosur, unissons-nous !



Manifestation, Strasbourg, septembre 2025

Sur la « gestion de la crise sanitaire »

La gestion de la crise due à la dermatose nodulaire bovine a permis, sous couvert de “gestion sanitaire”, l’abattage total de centaines de troupeaux de petits éleveurs.

En effet, alors que d’autres protocoles sanitaires avaient été proposés par les autorités sanitaires tels que la vaccination ciblée ou le maintien des animaux sains sous surveillance, le gouvernement Macron préfère l’abattage sanitaire obligatoire de l’ensemble du troupeau au premier cas détecté et la mise en place de zones interdisant le déplacement des animaux et les ventes.

De plus, avec l’insuffisance des indemnisations des éleveurs, le gouvernement condamne nombre d’entre eux au surendettement et à la ruine à court terme, dans le plus grand intérêt des grands propriétaires.

CERCLE MANOUCHIAN : « SANS THÉORIE RÉVOLUTIONNAIRE, PAS DE MOUVEMENT RÉVOLUTIONNAIRE »

Comme chaque année, le Cercle Manouchian organise son cycle de formation sur le marxisme. Libre d’accès et basé sur une méthode participative, il permet de mieux comprendre les mécanismes fondamentaux de la lutte des classes.

Organisé à Paris, Lille, Strasbourg et Marseille, sur plusieurs séances, il vise à permettre la réappropriation des outils proposés par la littérature marxiste, afin de mener des combats efficaces contre la classe dominante.

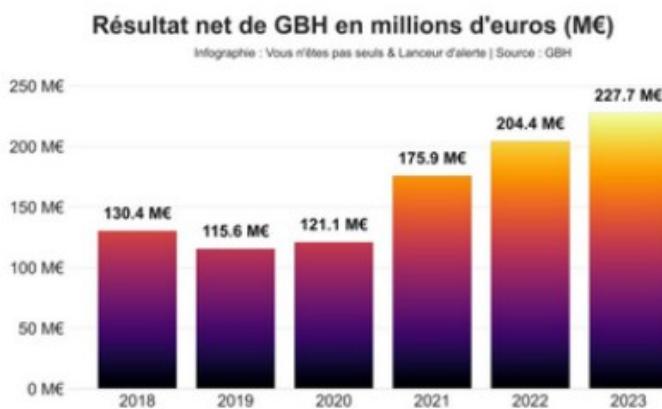
Pour vous inscrire, rendez-vous sur <https://urcommuniste.fr/cercle-manouchian/> !

LE GROUPE GBH OU L'ÉCONOMIE DE RENTE COLONIALE

L'année 2024 a vu naître d'immenses mobilisations populaires contre la vie chère dans l'ensemble des « territoires d'outre-mer », cet euphémisme pour désigner les territoires vivants toujours sous la domination coloniale de la France. Ces mobilisations ne sont pas nouvelles et ponctuent la vie politique des colonies depuis de très nombreuses années. En effet, dans des territoires où les taux de pauvreté sont bien plus importants qu'en France — 77,3% à Mayotte, 53% en Guyane, 34,5% en Guadeloupe, et respectivement 36,1% et 26,8% à La Réunion et en Martinique, contre 15,9% en « métropole » — les produits de consommation courante sont, en moyenne, 40% plus cher qu'en métropole selon les chiffres de l'INSEE.

Nos gouvernements et les économistes bourgeois justifient cette énorme disparité de prix par les coûts de transport. En effet, l'économie des colonies françaises est caractérisée par une énorme dépendance aux importations de produits transformés. **Or, les véritables causes sont ailleurs** : dans le fonctionnement même des économies de ces territoires — basées sur l'exportation de produits agricoles non transformés (sucre, banane, etc.) et sur **une rente de monopole, l'ensemble de l'activité économique étant accaparée par quelques grands groupes**.

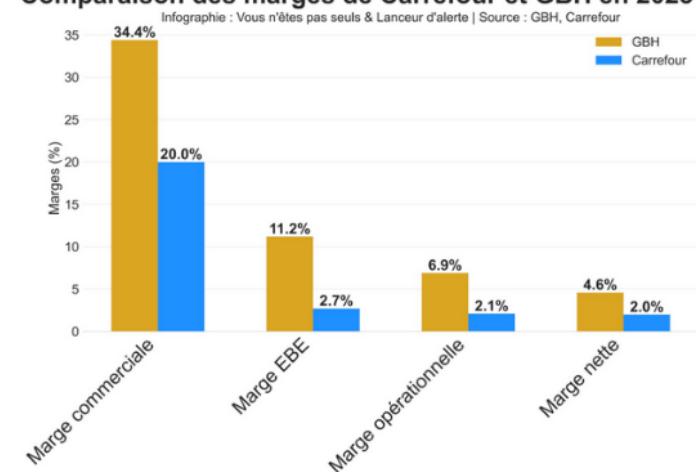
Parmi eux, le groupe Bernard Hayot tient une place de choix. Quasiment inconnu du grand public, ce groupe créé en 1960 par Bernard Hayot — héritier d'une des plus puissances familles békés de Martinique — articule son activité autour de trois grands pôles : la grande distribution, l'automobile et l'industrie. Il est présent dans l'ensemble des DOM-TOM et au-delà. Il est le principal acteur du commerce entre la métropole et ses colonies, dans lesquelles il possède les enseignes Carrefour, M. Bricolage, Decathlon, Yves Rocher, La Brioche Dorée, Danone, etc. mais aussi les concessions Renault, Dacia, Hyundai et Nissan. 397^e fortune mondiale en 2021, il réalise un chiffre d'affaires de 4,9 milliards et un résultat net de 227,7 millions d'euros en 2023, les deux ne cessant d'augmenter depuis plusieurs années.



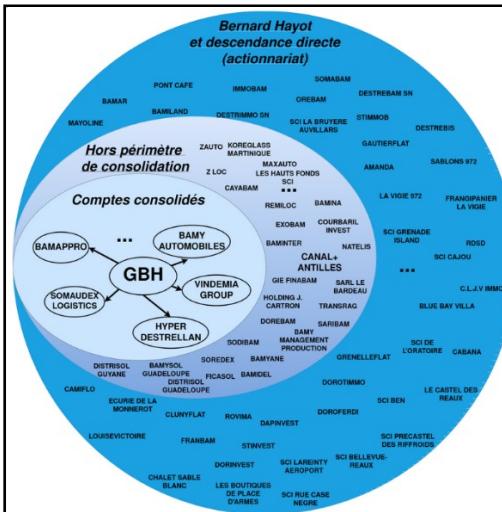
Or, cette augmentation n'est pas le fruit du hasard, ou du travail acharné de ses dirigeants, mais d'une politique de rachat progressif de toutes les entreprises de production et de distribution des différents territoires, qui conduit à une situation de monopole.

Ainsi, Hayot possède aujourd'hui la majorité des enseignes de grande distribution du pays. Deux conséquences : le placement prioritaire de ses propres produits et la pratique de marges exorbitantes, bien plus élevées que « sur le continent ». Ainsi, en 2023, tandis que les supermarchés Carrefour en France pratiquaient des marges commerciales de 20% en moyenne, celles des Carrefours Bernard Hayot s'élevaient à environ 35%.

Comparaison des marges de Carrefour et GBH en 2023



Certes, GBH n'est pas le seul groupe opérant dans ces territoires. D'autres groupes comme ceux appartenant à d'autres familles békés comme SAFO Despoinettes ou Damoiseau se disputent le marché. Cependant, en regardant de plus près la composition des actifs des entreprises, on constate rapidement que cette apparence de concurrence n'est que de pure forme. En effet, la gestion conjointe est une pratique habituelle et de très nombreuses entreprises sont en réalité le résultat de partenariat entre **ces groupes « rivaux »**, comme SOFROI possédée conjointement par GBH et la famille Despoinettes



Mais qui sont les békés ? Les héritiers des familles de colons blancs esclavagistes. Cette main-mise ne vient ni de l'ingéniosité ou du travail acharné de Bernard Hayot et consorts, mais bien de la rente coloniale et esclavagiste, c'est-à-dire de l'accumulation primitive du Capital, *via* notamment la culture de la canne à sucre. Mieux encore, ces familles ont été les bénéficiaires de la politique d'indemnisation des propriétaires d'esclaves lors de l'abolition de l'esclavage en 1848 (Aucune indemnisation pour les esclaves n'a été envisagée bien entendu). 126 milliards de francs : c'est la somme versée par l'État français aux grands propriétaires d'esclaves, soit 6 milliards de francs tout de suite et une rente de 6 milliards par an sur 20 ans. Dont un huitième devait, selon le décret du 30 avril 1849, être prélevé pour servir à l'établissement d'une banque de prêt et d'escampte dans chacune de ces colonies, ancêtres des banques coloniales de la Martinique, de la Guadeloupe et de la Réunion. Dont ces mêmes familles seront donc à la fois propriétaires et principales bénéficiaires.

ou encore Spiridom (qui fabrique le rhum Clément) par GBH et la famille Damoiseau. En outre, ces partenariats économiques sont doublés d'une politique matrimoniale endogamique (le fils Despointes épouse la tante Hayot, etc.).

Les colonies françaises sont donc littéralement, comme le dénoncent les militants sur place, dominés par un « empire béké » qui contrôle l'ensemble de la production et de la fixation des prix et ce avec le soutien des élites au pouvoir en France, régulièrement pointées du doigt pour leur « porosité » à l'égard du lobbying des familles békés.

Ainsi, début 2025, la Haute autorité pour la transparence de la vie publique ouvre une enquête sur les activités du groupe auprès des ministères et des parlementaires et l'ONG Transparency International France affirme que « *les éléments disponibles semblent indiquer que GBH participe activement à l'élaboration des politiques concernant les territoires ultramarins.* » (1)

On le voit, dans les colonies françaises subsiste cette économie coloniale impérialiste fondée sur le pillage et l'esclavage dans les colonies. Économie qui permet aujourd'hui de poursuivre l'accumulation élargie du Capital *via* le surprofit

généré grâce au monopole et à la propriété quasi exclusive des moyens de production et de distribution, et des banques par le capital financier local.

Cela, les militants des territoires d'outre-mer l'ont compris, et c'est à raison qu'ils refusent l'explication simpliste de la cherté des produits en termes de coût de transport et de taxes, tout en organisant la lutte contre ces groupes békés. À ce titre, il convient de souligner l'énorme travail réalisé par les collectifs Vous n'êtes pas seuls et Observatoire Terre-monde avec des cartographies de l'empire GBH (2) et de l'ensemble des militants qui luttent au quotidien dans ces territoires.

Quant à nous, communistes en France, notre rôle est non seulement de faire connaître et de dénoncer ces pratiques mais également de soutenir les camarades des « outre-mer » dans leur lutte pour leur indépendance, leur droit à une vie digne et à la souveraineté, en ciblant tous ceux qui, en France même, rendent possible ce système de spoliation et d'exploitation coloniale, qu'il s'agisse des responsables politiques qui le soutiennent ou des entreprises qui en sont bénéficiaires !

(1) https://www.libération.fr/societe/de-paris-a-bruxelles-l-intense-lobbying-du-groupe-hayot-pour-ses-affaires-en-outre-mer-20250318_FWWPPNPOJBG65CXOLRCYOV3U6Y/
(2) <https://vous-netes-pas-seuls.org/2025/09/18/desarmer-ghb-enquête-sur-le-plus-puissant-empire-beke/>

J'adhère à l'URC en renvoyant ce formulaire ou en flashant le qr code

Nom - Prénom :

Courriel :

Numéro de téléphone :

Je souhaite adhérer

Je souhaite simplement prendre contact

Bulletin à renvoyer à :

Union pour la reconstruction communiste (URC), BP 40137, 75863 PARIS CEDEX 18

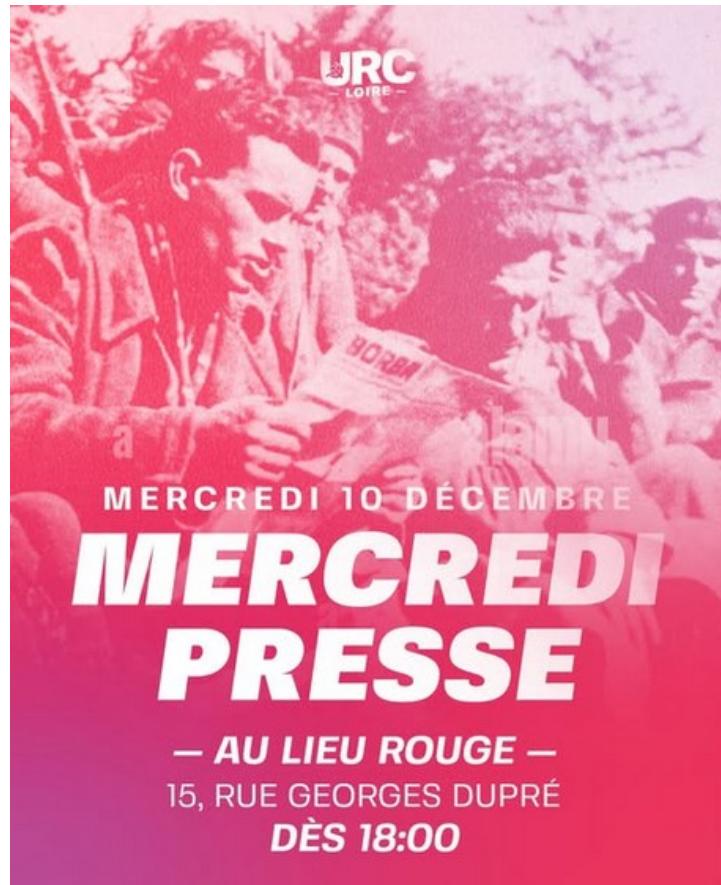


URC 76

Début août, la section 76 de l'URC a été officiellement constituée. Depuis, les adhésions se multiplient ! Fil conducteur de l'activité ces derniers mois : contribuer à l'organisation et à la politisation de la mobilisation populaire du 10 septembre et de ses suites, avec la participation au blocage routier d'une grande zone industrielle de la métropole de Rouen et à la manifestation des salariés grévistes, des militants CGT et des Gilets jaunes qui a suivi. Les mots d'ordre portés par les camarades ? La démission du 1^{er} Ministre et de Macron et la mise en place d'un véritable pouvoir pour et par les travailleurs. Des actions de formation des nouveaux adhérents sur les principes du communisme ont aussi été organisées et ouvertes à tous les camarades de lutte qui le souhaitaient, comme ceux de l'OST (organisation de sécurité trans). Prochaine étape : construire localement la campagne nationale contre les guerres impérialistes et pour la paix !

**PUY-DE-DÔME**

Le 17 novembre, les camarades de l'URC Puy-de-Dôme ont participé à l'organisation des 7 ans du mouvement des Gilets Jaunes dans la région. Barnum, barbecue, discussions, musique, etc. : la trentaine de camarades, venus de tous les horizons, qui s'y sont retrouvés ont partagé un beau moment de fraternité, fidèle à l'esprit du mouvement. Et pour continuer dans leur lancée de la formation politique populaire, ils ont organisé un débat sur « Monnaie et identité numérique : quelles alternatives au Capitalisme ? »

SAINT-ÉTIENNE

Lors de sa création en 2021, la section URC de Saint-Étienne a commencé à s'organiser autour de l'organisation de discussions conviviales sur des sujets d'actualité nationale et internationale, ouvertes à toutes et tous. Depuis, l'activité s'est renforcée avec l'organisation, deux fois par mois, de cafés-presses afin de s'informer de l'actualité et créer des espaces publics où discuter de politique et de communisme. D'autre part, des actions de terrains comme des tractages, des tables militantes ou des campagnes de signature de pétitions sont organisées une fois par mois.

Très liés avec la CGT et les JC locales, la vingtaine de militants que compte la section soutient activement la campagne de rénovation et de protection de la Bourse du Travail de Saint-Etienne, lieu emblématique du mouvement ouvrier local.

Signez et faites signer la pétition « Foutez-nous la paix ! »



LES ENJEUX MONDIAUX DE L'AGGRESSION ÉTATS-UNIENNE DU VÉNÉZUÉLA

Les bombardements meurtriers états-uniens sur le peuple vénézuélien et le rapt du président Maduro et de son épouse sont des indicateurs de l'état des rapports de force mondiaux. Ils mettent en évidence la perte objective des hégémonies économique, technologique, scientifique, politique, diplomatique, de l'impérialisme dominant la planète et sa tentative de la reconquérir par la seule hégémonie encore à sa disposition : celle des armes et de la violence meurtrière.



On ne peut comprendre les buts poursuivis par les États-Unis au Vénézuéla qu'en replaçant les derniers événements dans un contexte mondial. Les crises meurtrières qui ont secoué notre monde ces dernières années ne sont pas déconnectées les unes des autres, et les facteurs locaux et régionaux ne suffisent pas pour les expliquer. De l'Ukraine à Gaza en passant par l'Iran, le Congo ou le Vénézuéla, nous sommes en présence d'une stratégie globale de reconquête d'une hégémonie impérialiste par le feu et le sang.

Le secrétaire d'État états-unien Marco Rubio dresse, dans un rapport alarmant publié en septembre 2024, le bilan de la perte d'hégémonie économique, technologique et scientifique des États-Unis au cours de la dernière décennie. La Chine est désormais en première position dans sept des dix premiers secteurs stratégiques de pointe. Elle surpassé également depuis trois ans les États-Unis en ce qui concerne le nombre de brevets déposés et le nombre de publications scientifiques. Les paiements transfrontaliers vers et en provenance de la Chine se déroulent de plus en plus en Yuan (45 % en 2023 contre 1% en 2011). On observe la même tendance pour d'autres monnaies et les accords bilatéraux contournant le dollar se multiplient. Bien qu'encore modeste, la dé-dollarisation connaît une accélération inédite au cours de la décennie. Le rapport de Rubio en tire une conclusion angoissée : « Ce rapport [...] sonne l'alarme quant à la gravité de la menace à laquelle nous sommes confrontés. Nous ne pouvons plus nous contenter de vieux dogmes et de discours dépassés. » (page 3 du rapport)

C'est dans ce contexte que s'inscrit l'agression contre le Vénézuéla. Celle-ci est la mise en œuvre de la stratégie annoncée dans le document publié par le gouvernement états-unien en novembre 2025 intitulé : « Stratégie Nationale de défense ». Ce document présente des objectifs pour chaque continent. Pour l'Amérique latine, il revendique un retour à la **doctrine Monroe**, c'est-à-dire à l'affirmation du droit des États-Unis à intervenir militairement sur le continent lorsqu'il estime que ses intérêts sont menacés. Le même document annonce un « durcissement » de la doctrine Monroe, nommé « corollaire Trump ». Celui-ci élargit la notion « d'intérêts états-unien menacés » au fait qu'un pays tisse des relations économiques avec un concurrent de Washington.

Nous sommes bien en présence d'une stratégie d'imposition d'un alignement économique et politique à tous les États du continent. Celle-ci fait elle-même une partie d'une stratégie mondiale visant à contrecarrer la révolution scientifique et technologique chinoise, la dynamique multipolaire des BRICS, le processus de dédollarisation, etc. Ce qui se joue au Vénézuéla comme ce qui se jouait (et se joue encore) en Palestine dépasse de beaucoup ces seuls pays. C'est le sort de notre monde qui est en jeu et c'est le danger d'un conflit mondial qui se profile.

En résistant à l'agression états-unienne, le peuple Vénézuélien défend les intérêts des peuples du monde. De l'évolution du rapport de force dans ce pays dépend à court terme le sort de tous les autres pays d'Amérique latine, à moyen terme l'élargissement aux autres continents des visées impérialistes et bellicistes états-unien et à long terme la perspective d'une guerre généralisée contre la Chine.

En suspendant officiellement, dans les années 70, la convertibilité en or du dollar, **les États-Unis se sont transformés en État rentier** pouvant faire tourner la machine à billets verts sans limite, et s'endetter à l'infini. **Ils sont devenus en un demi-siècle un État parasite ponctionnant par ce système de rente une part grandissante de la richesse mondiale.** C'est pour ce système et les profits gigantesques qu'il permet que Washington est désormais prêt à plonger notre planète dans la guerre mondiale. Le cœur du monde bat aujourd'hui à Caracas.

VENEZUELA : TRANSITION COMMUNALE VERS LE SOCIALISME

« Aujourd’hui, nous nous proclamons gouvernement de transition communale vers le socialisme, avec nos premières 5.336 salles d’autogouvernement, nos premiers 5.336 gouvernements territoriaux composés de voisins, de familles, de communautés, de forces sociales concrètes qui débattent, participent, agissent, construisent et font de leurs territoires des leviers visibles d’une nouvelle société. »

L’annonce faite le 8 décembre par le président Maduro marque une accélération du principe de « Commune ou rien ! ». Dans son discours de 2012, Hugo Chávez expliquait que sans un véritable transfert de pouvoir aux structures communales, la révolution resterait prisonnière de la forme étatique bourgeoise. Maduro veut la concrétisation radicale d’une « véritable démocratie » nourrie de multiples formes de participation populaire directe, pour sortir du modèle libéral purement représentatif et sous contrôle du pouvoir économico-médiatique. Pour ce faire, le président bolivarien a tracé sept orientations stratégiques :

1. Élargissement de la participation aux consultations populaires nationales comme mécanisme d’approfondissement de la démocratie complète. Le but : renforcer la prise de décision collective et les plans de travaux publics.

2. Renforcer la capacité de planification des communes grâce à l’articulation entre les agendas concrets d’action élaborés par les habitant-es. D’ores et déjà 70% du budget de chacun des ministères doivent être transférés aux projets des communes.



Rencontre de Nicolas Maduro avec les habitant-es de divers autogouvernements communards, décembre 2025.

3. Construire le système d’autonomie gouvernementale.

Cet objectif repose sur la «toparquía» (gouvernement du territoire), concept créé il y a deux siècles par le philosophe et professeur de Bolívar, Simon Rodríguez, et qui s’enracine dans les prototypes d’États que furent les communautés afrodescendantes et indigènes en résistance à l’empire espagnol.

Toutes les instances communales doivent s’articuler pour permettre aux populations de prendre des décisions et de gouverner leurs territoires de manière démocratique, avec l’accompagnement des différentes instances gouvernementales.

4. Économie communale et expansion du système bancaire local. Pour progresser vers l’autogestion populaire, consolider les instruments de financement propres. Chaque commune doit disposer de sa propre banque.

À cette fin, l’objectif pour 2026 est d’appuyer la création de 4000 banques communales.

À mesure que les sanctions occidentales affectent les fonctions étatiques centralisées, les communes deviennent des circuits alternatifs pour le crédit (banques communales), la production (entreprises locales) et la distribution, en dehors du système financier mondial dominé par le dollar.



Assemblée communarde, État d’Amazonas, le 29 novembre 2025
(Photo Víctor Hugo Rivera)



Assemblée communarde, État d'Amazonas, le 29 novembre 2025
(Photo Víctor Hugo Rivera)

5. Présence active du réseau des missions sociales sur le territoire communal. L'intégration de ces politiques sociales avec les salles d'autogouvernement vise à garantir que l'action sociale atteigne directement et constamment les communautés les plus démunies.

6. Formation et communication stratégique au sein des autogouvernements pour refonder la "force communicationnelle" du pays. Pour orienter les politiques publiques, il faut disposer d'une équipe de formation et de communication puissante à la base de l'État. Renforcer la coordination avec l'Université des communes afin de renforcer la formation technique, socio-politique et communicationnelle sur l'ensemble du territoire.

7. Défense communale, rendue plus nécessaire que jamais face aux menaces répétées d'invasion militaire par les États-Unis. Outre l'union civico-militaire développée par Chávez, il faut renforcer les unités communales d'appui civil (1) pour organiser la défense dans les 5.336 territoires communaux.

Trump a tellement répété son objectif de faire main basse sur le pétrole vénézuélien qu'on peut se demander s'il ne s'agit pas d'occulter une raison au moins aussi importante : renverser le gouvernement Maduro pour empêcher la transmission à d'autres peuples d'un exemple dangereux, celui d'une machine à démocratiser à l'infini la société, où chaque avancée citoyenne en termes de prises de décision, appelle et libère de nouvelles capacités démocratiques.

Note sur l'enjeu du pétrole vénézuélien

Les États-Unis, notamment depuis le développement de la fracturation hydraulique, produisent eux-mêmes beaucoup de pétrole, mais c'est un pétrole léger, idéal pour l'essence ; or ils ont besoin de pétrole lourd, idéal après raffinage pour le diesel (leur production est inférieure à leurs besoins sur ce plan), l'asphalte, les carburants pour machinerie lourde.

Ils se fournissent actuellement essentiellement au Canada, mais l'accès y est difficile.

Or le Venezuela possède un tel pétrole, qui est plus accessible (4 à 5 jours de navigation vers les grandes raffineries situées sur le pourtour du Golfe du Mexique). Mais encore faut-il réussir à convaincre les grandes compagnies privées pétrolières de revenir investir au Venezuela. Et Trump use de la menace militaire pour que ces compagnies obtiennent les meilleurs avantages de la part du gouvernement bolivarien.

C'est tout l'enjeu des discussions diplomatiques à venir entre USA et Venezuela. Le gouvernement bolivarien s'est déclaré ouvert à des discussions, car c'est aussi son intérêt de développer une production pétrolière qui a fortement diminué depuis les sanctions américaines.

Actuellement seule 10% de la production est vendue aux États-Unis, avec l'unique opérateur Chevron, contre 68% à la Chine.

Mais le gouvernement bolivarien n'est pas près de le vendre à n'importe quel prix ! et encore moins de le donner gratuitement, ce dont il n'est pas question en réalité, malgré les éructations de Trump.

(1) À ce sujet, lire l'article « Je m'engage » — Qu'est-ce que la milice citoyenne qui se mobilise au Venezuela ? Sur le blog de Thierry Deronne : www.venezuelainfos.wordpress.com en flashant le code carré.



ÉTATS-UNIS : FASCISATION ET RÉSISTANCES

La publication du document « Stratégie Nationale de sécurité des États-Unis d'Amérique » à la fin du mois de novembre révèle l'ampleur de la crise de l'hégémonie états-unienne et les moyens que la classe dominante de ce pays compte mobiliser pour la reconquérir. Il s'agit, rien de moins, d'une préparation méthodique à une guerre généralisée contre la Chine. Cette guerre en préparation méthodique est le fil rouge des actions de Trump de la Palestine à l'Ukraine, du Vénézuéla à ses rapports avec l'Union Européenne. C'est également elle qui constitue la base matérielle de la fascisation accélérée en cours.

La perte d'hégémonie économique, technologique et scientifique des USA

La dernière décennie n'a pas seulement été celle de la poursuite d'une progression économique chinoise en œuvre depuis des décennies. Elle se caractérise surtout par une véritable révolution économique, technologique et scientifique en déploiement rapide en Chine.

D'ores et déjà il ne s'agit plus de projets mais de résultats constatés par une multitude d'institutions internationales. Le secrétaire d'État Marc Rubio résume comme suit le saut qualitatif chinois de cette décennie dans un rapport publié début 2025 :

« Ce rapport constate que la Chine a atteint, ou est sur le point d'atteindre, le summum de la technologie dans la plupart des secteurs ciblés. »

Ces résultats phénoménaux sont le fait d'une démarche planifiée enclenchée en 2015 dans le plan « Chine 2025 » centrée sur les dix secteurs technologiques stratégiques.

Le bilan que Rubio est contraint d'en tirer, avec angoisse, peut se résumer comme suit : 86 % des 260 objectifs technologiques sont atteints ; ceux liés aux véhicules électriques et aux énergies renouvelables sont largement dépassés ; ceux de la robotique, des machines agricoles, de

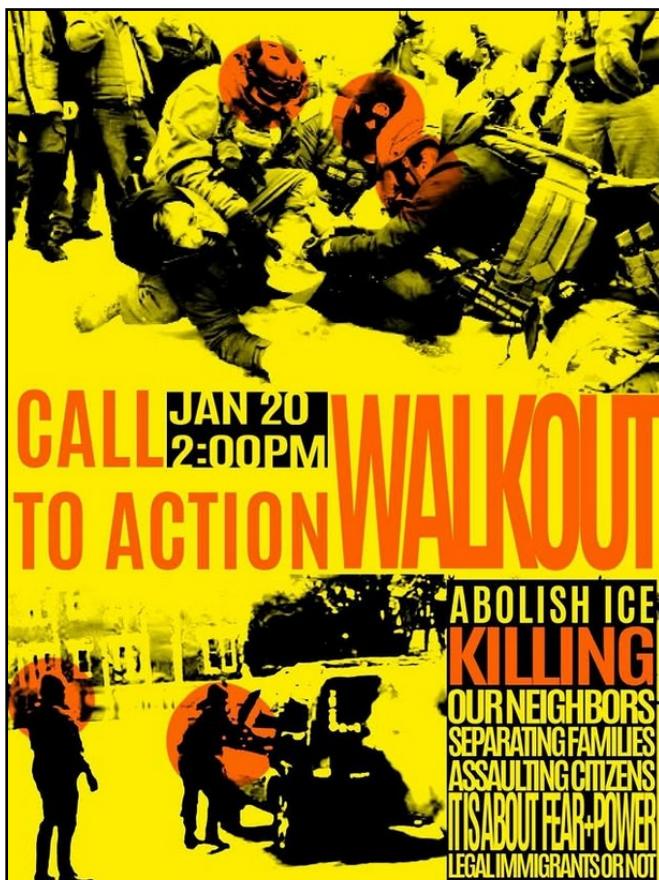
la biopharmacie, de l'ingénierie marine sont tous atteints. Bien que non atteints, ceux de la photolithographie, de l'aviation intercontinentale et de l'internet haut débit connaissent une progression importante ; le secteur ayant un taux d'accomplissement le plus faible (celui des nouveaux matériaux) a un taux d'achèvement du plan de 75 %.

Ces progrès technologiques sont confirmés dans le domaine scientifique. Sur le double plan du nombre de publications scientifiques et du nombre de brevets déposés, la situation est la suivante : la Chine, qui ne dominait que trois des 64 technologies entre 2003 et 2007, est désormais le pays leader dans 57 des 64 technologies entre 2019 et 2023.

Les conclusions de ce bond qualitatif chinois sont sans appel : les États-Unis ont perdu leur hégémonie économique, technologique et scientifique et ne con-

servent encore que leur hégémonie militaire.

La Chine n'est plus simplement « l'atelier du monde » : elle est devenue son laboratoire de recherche scientifique et son centre d'innovation technologique.



Instagram : whs.students.againstice

[suite de la p.]

La réaction de l'impérialisme hégémonique états-unien

L'arrivée au pouvoir de Donald Trump est un choix de la classe dominante états-unienne pour réimposer par tous les moyens, y compris une nouvelle boucherie mondiale, cette hégémonie.

La fascisation accélérée initiée par Trump n'est rien d'autre qu'une préparation à la guerre. Le document « Stratégie Nationale de défense » en donne les détails. Elle prend acte d'une victoire militaire impossible contre la Chine dans l'état des rapports de force mondiaux et des systèmes d'alliance actuels. Elle fixe des orientations stratégiques pour les modifier, et rendre possible une victoire militaire ultérieure.

En simplifiant, les orientations stratégiques sont les suivantes :

- 1) Un plan massif d'investissement militaire ;
- 2) Des concessions à la Russie pour distendre la relation Chine-Russie pour éventuellement gagner la neutralité de cette dernière dans une l'hypothèse d'une future guerre avec la Chine ;
- 3) L'appui sur des États vassaux surarmés pour contrôler des zones stratégiques (Israël, Rwanda, monarchies du golfe, etc.) ;
- 4) Le retour à la doctrine Monroe en Amérique signifiant une mise au pas par la force (chantage économique et interventions militaires) de l'ensemble du continent ;
- 5) Un encerclement et une pression sur la Chine par le biais des alliés régionaux ;
- 6) Une vassalisation encore plus forte de l'Europe pour qu'elle finance cette nouvelle guerre en préparation.

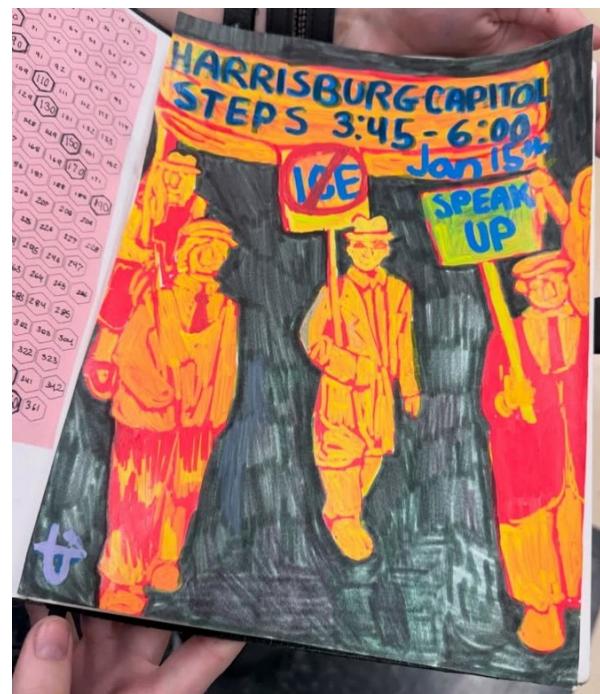
Il s'agit bien de l'organisation d'un conflit généralisé qui se donne les moyens de sa réussite. En témoigne, pour la première fois, le soutien explicite aux forces fascistes européennes pudiquement dénommées dans le document « partis patriotiques ». La référence à ces partis fascistes est une épée de Damoclès sur la tête des classes dirigeantes européennes : soit vous vous soumettez, soit nous vous remplaçons par des vassaux plus dociles.

Un tel projet n'est possible qu'en faisant taire les voix intérieures discordantes, c'est-à-dire en matant le front intérieur.

C'est bien un nouveau maccarthysme qui se fait jour pour préparer la nation à la guerre. Que Trump ait une vision du monde fasciste ne fait aucun doute, mais cela ne signifie pas que les États-Unis soient d'ores et déjà un État fasciste.

Trump et ses partisans sont encore contenus par des résistances organisées d'une part et des législations et des droits d'autre part. En témoigne, malgré toutes ses limites, l'élection d'un maire de confession musulmane et se réclamant du « socialisme » à New-York, Zohran Mamdani. En témoigne également la perte de la municipalité de Miami par le candidat trumpien. En témoignent enfin les mouvements de soutien au peuple palestinien en dépit de l'ampleur de la répression. Et pour finir en témoignent également les oppositions populaires et politiques aux exactions de la milice fascisante de l'immigration ICE (United States Immigration and Customs Enforcement).

Une course de vitesse mondiale est enclenchée entre un « camp de la guerre » et un « camp de la paix ». L'issue dépend de l'organisation et de la combativité de ce dernier, dans toute sa diversité.



Instagram : Students Against I.C.E. Harrisburg

À VOIR / À LIRE

De Bandung au Sud global : Décolonisation et anti-impérialisme pour un nouveau monde

“Prolétaires de tous les pays, peuples opprimés du monde entier, unissez-vous !”

En septembre 1920, les participants au Congrès des peuples d'Orient de Bakou s'appréciaient la devise impulsée par Lénine au 1^{er} Congrès de l'Internationale Communiste, liant ainsi indissolublement et durablement la lutte contre l'exploitation capitaliste à celle contre la domination coloniale.

Au lendemain de la Conférence de Genève de 1954 qui met fin à la guerre d'Indochine, les nouvelles puissances asiatiques veulent accélérer le processus d'indépendance. Conscients de leur force, ces pays nouvellement indépendants décident de tout mettre en œuvre pour aider les autres colonies à acquérir elles aussi leur indépendance.

En 1955, les chefs de gouvernement de vingt-neuf pays d'Afrique et d'Asie, ainsi que les représentants des colonies qui n'avaient pas encore obtenu leur indépendance, se réunissent à Bandung, animés d'un esprit commun de libération nationale et de coopération internationale, condamnent unanimement l'impérialisme des puissances occidentales et entament un processus de développement concret de la solidarité internationaliste entre les pays dominés. D'autres conférences suivront, comme celles de la Havane, dite «La tricontinentale».

Quels héritages et enseignements pouvons-nous tirer de cette conférence ? Qu'en reste-t-il aujourd'hui et comment construire, en France et partout dans le monde, un nouveau mouvement anti-impérialiste capable de contrecarrer l'offensive actuelle des puissances impérialistes en pleine crise structurelle ? Autant de sujets abordés lors de cette conférence organisée en mai 2025 à Saint-Denis, par l'URC IDF, le FUIQP, le CSRP, la DUP, le collectif ALBA-TCP France et Ka Ubuntu, dont les interventions sont retranscrites dans cet ouvrage, publié par la section IDF de notre organisation. À lire absolument !

Pour commander, vous pouvez écrire à
urc-iledefrance@communistesdefrance.fr



Marc Belissa & Yannick Bosc

Le Directoire, la république sans la démocratie et Le Consulat de Bonaparte, la fabrique de l'État et la société propriétaire

Ce duo d'historiens spécialistes de la Révolution française et de ses suites directes avaient déjà publié ensemble en 2013 un livre sur Robespierre pour faire pièce à la fabrication du mythe contre-révolutionnaire d'un Robespierre tyran sanguinaire en 2013.

Dans ces deux ouvrages, ils reviennent sur le Directoire (qui dura de 1795 à 1799) et sur le Consulat qui suivit (de 1799 à 1804). Ces deux périodes sont ici analysées comme des moments successifs qui mirent fin à la Révolution française, en particulier après l'épisode de Thermidor qui vit la chute du Comité de Salut public et la fin de Robespierre. **Les deux auteurs montrent à quel point la république dans laquelle nous vivons aujourd'hui découle de ces expériences qui marquent l'affermissement de la prise de pouvoir de la bourgeoisie en France.** Ils montrent que ces deux régimes furent ceux de la construction des institutions dont le but est d'assurer à la bourgeoisie la longévité de sa maîtrise du pouvoir.

Ainsi, c'est le droit des propriétaires qui s'affirme d'abord sous le Directoire que les auteurs décrivent comme le laboratoire d'une république sans démocratie : élitiste car censitaire, parlementaire mais bourgeoise et aux velléités colonialistes. C'est à la fin du Directoire que les généraux prennent de plus en plus l'ascendant politique et c'est l'un d'entre eux qui prend le pouvoir en novembre 1799 ; Napoléon Bonaparte, premier Consul, se prétend continuateur de la Révolution mais promeut un ordre social entièrement aux mains des propriétaires.

Dans le second livre consacré au Consulat, les auteurs décrivent la mise en place d'un appareil d'institutions encore aujourd'hui familières (le Code civil, les préfectorats, les lycées...) marqué par la centralisation administrative, la surveillance policière et la censure. Enfin, une ligne droite est tirée jusqu'à la V^e République qui relève pour une bonne part de cet héritage autoritaire enrobé de principes démocratiques.

Si l'histoire ne permet pas toujours d'agir directement dans les luttes du moment, sa connaissance permet de comprendre comment l'ennemi de classe se structure et se renforce lui aussi en menant une lutte de classes assumée, sachant faire preuve de tactique, de stratégie, alternant concessions temporaires et coups d'accélération violents, patience et initiative, élimination des oppositions de droite (les monarchistes, qui reviendront mais temporairement) et de gauche (une cible toujours privilégiée par la bourgeoisie) selon les nécessités du contexte. C'est cette compréhension que permettent, entre autres, ces deux livres.

Marc Belissa
Yannick Bosc

Le Directoire
La république sans la démocratie

La fabrique éditions

Marc Belissa
Yannick Bosc

Le Consulat
de Bonaparte
La fabrique de l'État et la société propriétaire
1799-1804

La fabrique éditions

La fabrique éditions 2018
et 2021 (15 € le livre)

